

Montreuil, le vendredi 30 mai

Déclaration du Bureau municipal

Transports en commun : Une remise en cause inacceptable

Depuis longtemps, la ville de Montreuil, à l'image de nombreuses communes de l'Est parisien, souffre d'un réseau de transport en inadéquation avec les besoins de ses populations.

Alors que deux tiers du territoire de la ville ne sont desservis par aucune station de métro, qu'aucune gare RER n'est présente sur le territoire de la commune et que le réseau de bus, mal adapté ne parvient pas à irriguer suffisamment la ville et à répondre aux exigences essentielles de régularité, les Montreuillois-e-s se sont rassemblés et se mobilisent depuis de très nombreuses années pour obtenir de l'Etat un réseau de transports en commun de qualité qui réponde à leurs attentes.

Grâce à cette mobilisation de tous les acteurs locaux, le prolongement de la ligne 11 et l'arrivée du tramway T1 ont pu être actés ces derniers mois.

A chacune des étapes du projet, les Montreuillois-e-s ont répondu présents.

Forces de proposition, forces de réflexion et forces de décisions, nous avons su faire évoluer, ensemble, les projets qui nous étaient présentés dans l'intérêt de la ville et de ses habitants.

Nous nous étions pourtant réjouis, le 6 mars 2013, lorsque le Premier ministre Jean-Marc AYRAULT avait affirmé que «tous les chantiers» du nouveau Grand Paris Express «seraient mis en œuvre» et avait annoncé qu'il porterait «les crédits effectivement mobilisés à 6 milliards d'euros, d'ici 2017».

Or, des informations indiquent que le financement des transports du Grand Paris ne serait plus assuré, compte-tenu des sommes non-versées par l'Etat à la Région Ile-de-France ces deux dernières années.

Des projets pourtant attendus de longue date par les Franciliens pourraient ne plus voir le jour, victimes des arbitrages budgétaires du Gouvernement.

Il apparaît désormais que l'Etat, en privant la Région de 700 millions d'euros en 2013 et 2014, a fait le choix des économies budgétaires au détriment des conditions de vie des Franciliens.

A Montreuil, ces choix se traduiraient par l'abandon du projet de prolongement de la ligne 11 et une remise en cause possible de l'arrivée du tramway T1.

Ces informations, si elles étaient confirmées, constitueraient un véritable séisme pour des dizaines de milliers de Montreuillois et pour les perspectives réelles de développement (logements, entreprises, services) que ces nouveaux transports laissaient espérer pour la ville en général et pour le Haut Montreuil en particulier.

Nous alertons sur cette coupe dans le financement des transports en commun alors même qu'ils sont la seule solution pour répondre à la fois aux besoins légitimes de mobilité et à la nécessité de contenir les pics de pollution dont nous faisons de plus en plus les frais.

Se déplacer n'est pas un luxe, notamment lorsque, comme en Ile-de-France, où étudiants et salariés, n'ont d'autres choix que de supporter quotidiennement des temps de trajets conséquents, effectués le plus souvent dans des conditions difficiles.

Le droit aux transports est une nécessité vitale. Il doit être respecté.

Patrice BESSAC, maire de Montreuil, s'est adressé le 27 mai au Premier ministre Manuel VALLS afin que celui confirme au plus vite le prolongement de la ligne 11 et l'arrivée prochaine du tramway T1.

La majorité municipale de Montreuil appelle donc tous les habitants et les élus des communes de Montreuil, des Lilas, de Romainville, de Bagnolet, de Noisy-le-Sec et de Rosny-sous-Bois à s'organiser collectivement afin d'exiger de l'Etat qu'il respecte ses engagements et permette aux résidents des communes de l'Est parisien de bénéficier enfin d'un réseau de transport adapté au territoire et aux déplacements de ses populations.

Il y va de l'avenir de nos villes et de leurs habitants.